

Les instituteurs moins "fans" du redoublement

■ Selon une enquête de l'UCL, le projet "Décolage!" aide à faire changer les pratiques des profs.

Petit saut dans le temps. En 2012, la ministre de l'Enseignement Marie-Dominique Simonet (CDH) lançait le projet "Décolage!". Objectif? Lutter contre le maintien des élèves en 3^e maternelle et le redoublement à l'école primaire, en encourageant de nouvelles pratiques pédagogiques visant à apporter d'autres réponses aux difficultés d'apprentissage de certains élèves.

A l'origine de ce projet? Un constat, accablant: selon les Indicateurs de l'enseignement, au cours des vingt-quatre dernières années, en moyenne, près de 1 élève sur 5 est en retard scolaire en primaire et près de 1 sur 2 en secondaire. Or, soulignait M^{me} Simonet en 2012, "près de 5% des élèves, soit 2000 élèves pour 1 800 écoles fondamentales, sont retenus un an de plus en 3^e maternelle. Mais

on constate qu'en 5^e primaire, plus de la moitié d'entre eux aura encore accusé une année de retard". "Un gâchis humain", scandait alors la ministre, pour qui il importait de "changer le paradigme" et de "proposer autre chose".

Coopérer et échanger

Plutôt que de décréter l'interdiction du redoublement, dont les effets ne sont pas porteurs (Ndlr: en 1994, la réforme dite du "1^{er} degré" de l'enseignement secondaire a interdit le redoublement en fin de 1^{re} année secondaire mais elle a été supprimée en 2001), M^{me} Simonet a privilégié, tous réseaux confondus, la coopération entre acteurs de terrain (chefs d'établissements, enseignants, élèves, parents, agents PMS,...) et l'échange des bonnes pratiques à essayer dans les écoles via des séances d'informations, des formations, des outils pédagogiques, un site Internet,... Pour peu à peu faire évoluer les mentalités et les représentations des équipes pédagogiques sur le recours au maintien et au redou-

blement des élèves de 2,5 à 8 ans.

Car si de nombreuses études sur l'efficacité du redoublement montrent qu'à court terme la répétition d'une année peut s'avérer légèrement positive pour les résultats scolaires pendant l'année ou les deux années suivantes, à moyen et long termes, en revanche, ces mêmes études ont démontré les conséquences négatives sur le plan des apprentissages et de la confiance en soi de l'élève. Sans compter le coût du redoublement: environ 400 millions d'euros par an en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB).

Pourtant, selon une enquête menée par des chercheurs de l'ULg et de l'ULB en 2010, 6 institutrices de 3^e maternelle sur 10 avaient maintenu un élève au cours des trois dernières années...

Un impact sur les représentations

Quatre ans plus tard, "Décolage!" est en plein vol. Il rassemble quelque 300 écoles (sur 1 800) et 75 centres psycho-médico-sociaux (soit 1 sur 2).

Une équipe du Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation (Girsef) de

l'UCL a été chargée par la FWB d'en évaluer l'impact. Elle vient de rendre son rapport final. Pour évaluer les effets de "Décolage!" sur les représentations et les pratiques éducatives, le Girsef a réalisé une enquête par questionnaire entre mars et avril 2014 auprès de 254 enseignants du cycle 5-8 ans et 105 directions d'écoles engagées dans "Décolage!".

Les chercheurs de l'UCL ont comparé ces nouveaux résultats avec ceux obtenus lors de l'enquête de l'ULg et l'ULB en 2010. Ainsi, 86% des enseignants sondés en 2010 estimaient que "le redoublement est utile", contre 57,8% dans l'enquête actuelle. De même, alors qu'en 2010, pour 80% des enseignant(e)s, "on exagère le rôle négatif du redoublement", ils sont 67,1% de l'échantillon actuel à le penser. Enfin, là où 10% des répondants se disaient, en 2010, en accord avec la proposition "le redouble-

ment est négatif sur la confiance en soi", ils sont, en 2014, 53,6%. Des résultats à interpréter toutefois "avec prudence", aversit le Girsef.

L'enquête de l'UCL révèle par contre qu'aujourd'hui, plus de six sondés sur dix (64,4%) considèrent que le redoublement est nécessaire si les compétences ne sont pas acquises tandis que 61% estiment qu'il est bénéfique pour la scolarité ultérieure des élèves en difficultés. Donc, "si les convictions à propos des bienfaits du redoublement semblent s'affaiblir", observe l'équipe du Girsef, "les enseignants restent globalement favorables au recours au redoublement".

"Une évolution positive"

Néanmoins, "d'autres données sont nettement plus encourageantes", pointe le Girsef. Plus de 9 répondants sur 10 affirment ainsi qu'"il est important" de différencier ses pratiques pédagogiques et que "cela augmente les chances de réussite de la plupart des élèves". Enfin, plus de 8 profs sur 10 ont le sentiment que "le travail collaboratif produit des connaissances communes entre les enseignants". Autant de données qui témoignent, selon le Girsef, "d'une évolution positive et significative dans le sens promu par "Décolage!"".

Stéphanie Bocart

57,8%

UTILITÉ DU REDOUBLEMENT

En 2010, sur un échantillon de 719 enseignants de 3^e maternelle et de 1^{re} primaire, 86% estimaient que "le redoublement est utile".

Quatre ans plus tard, l'UCL révèle que sur un échantillon de 254 enseignants engagés dans le projet "Décolage!", 57,8% partagent cet avis. Ce qui démontre, selon l'UCL, "un affaiblissement des croyances favorables au redoublement".

Joëlle Milquet compte pérenniser “Décolâge!”

■ La ministre désire faire de ce pilotage collaboratif le terreau du futur Pacte d'excellence.

Fervente opposante au redoublement, Janine Martin, directrice de l'école fondamentale de Henri-Chapelle, a participé au projet “Décolâge!” pendant deux ans. “Décolâge!” permet de voir autrement les difficultés des enfants, explique-t-elle. Mais pour avoir travaillé dix-sept ans dans un milieu “quart-monde/immigré”, il y a bien longtemps que j'avais cette optique. J'avais envie de la faire partager à mes collègues et d'officialiser cela via “Décolâge!”.” Le résultat? “Nous avons eu beaucoup d'échanges et cela a fait réfléchir pas mal de membres de mon personnel.”

“Relancer la machine”

Grâce à “Décolâge!”, M^{me} Martin a constaté un changement des mentalités et des pratiques pédagogiques dans son établissement. “C'est un effort de tous les instants, qui demande de la part des enseignants un travail de différenciation dans leurs pratiques. Pour cela, il faut aussi leur donner des outils et leur expliquer le projet.”

Selon le rapport de l'UCL, les forma-

tions “Décolâge!” dispensées par l'Institut de la formation en cours de carrière (IFC) apparaissent comme l'activité d'entrée par excellence dans “Décolâge!”. “Nous sommes à la troisième année de formations. Y participent 250 écoles et 56 centres PMS, indique Anne Hicter, directrice de l'IFC. Sont mis ensemble deux types d'acteurs qui doivent travailler de façon concertée pour permettre que cela bouge dans les écoles. Nous invitons donc à nos formations la direction, les enseignants et un agent PMS. Mais la formation est un début. Après, il y a tous les relais (conseillers pédagogiques, inspecteurs,...).” Et à présent que “Décolâge!” est bien lancé, “il faut relancer la machine”.

“Le redoublement ne sert à rien. Les enfants ne progressent plus et sont humiliés.”

JANINE MARTIN

Directrice.

Et telle est bien l'intention de la ministre de l'Enseignement. “Joëlle Milquet (CDH) souhaite vraiment poursuivre le projet et le pérenniser”, affirme-t-on à son cabinet. Une lettre d'informations sera envoyée aux acteurs intermédiaires et de terrain en décembre tandis que des matinées d'informations seront organisées dès janvier à l'attention des conseillers pédagogiques et des inspecteurs. “Décolâge!” est un pilotage collaboratif, rappelle-t-on. M^{me} Milquet souhaite donc utiliser le bénéfice du système collaboratif mis en œuvre par “Décolâge!” pour mettre en place le Pacte pour un enseignement d'excellence.”

St. Bo.